



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 4 JUIN 1983

N° 213

PRIX : ANTILLES 2 F  
FRANCE 3 F

## Editorial

**ENTRE L'ACTION TERRORISTE ET LA PASSIVITÉ DES GRANDES ORGANISATIONS NOUS TRAVAILLEURS POUVONS DÉCIDER D'AGIR SOUS NOTRE PROPRE DRAPEAU !**

Né il y a trois ans, le terrorisme qui se dresse contre le pouvoir colonial n'a pas désarmé malgré les affirmations de l'administration et malgré l'organisation des grandes manœuvres électorales des années 81, 82 et 83. On avait parlé abondamment « d'Assemblée unique » pour tenir compte des « Spécificités » de notre région. Le pouvoir devant les cris de la droite avait reculé précipitamment.

Aujourd'hui, comme nous pouvons le voir, ceux qui ont décidé de faire triompher leurs aspirations à la dignité en faisant parler la poudre contre le pouvoir de l'État français conservent toute leur détermination.

Mais l'administration coloniale et les politiciens locaux utilisent le fait que ces attentats aveugles menacent la vie de n'importe qui se trouvant par mégarde près des lieux où explosent les bombes. Ils parlent disent-ils, au nom de notre sécurité ! Mais celle-ci est depuis longtemps menacée.

N'acceptons-nous pas de vivre aussi sous la prétendue protection d'hommes armés nombreux (CRS-Gendarmes-Képis-rouges) payés par le pouvoir pour nous réprimer ! Ceux-ci l'ont déjà fait en maintes occasions, blessant et assassinant des travailleurs lors de grèves et de manifestations. Et à notre connaissance les troupes coloniales ont déjà occasionné bien plus de morts que les « terroristes » contre lesquels on veut nous dresser.

N'est-ce pas aussi l'ensemble même de notre planète qui vit en permanence dans l'attente ou l'angoisse des guerres qui peuvent éclater ici ou là. De l'Indochine à l'Algérie n'en est on pas aujourd'hui à l'Amérique centrale, notre voisine immédiate, où peut-être l'impérialisme américain jettera demain des milliers d'hommes armés. Et qui dit que nous ne les verrons pas, ces hommes, plus près encore de nous ? La base militaire américaine la plus voisine se trouve à un quart d'heure d'avion de la Guadeloupe !

Nous vivons dans une fausse sécurité. Et nos organisations syndicales, nos « chefs » Politiques reconnus et officiels, Bangou, Césaire et d'autres nous ont habitués à croire que cette sécurité était réelle. Ils nous ont habitués à remplacer la lutte réelle par de sempiternelles palabres avec nos exploiters et des pleurnicheries répétées pour tenter d'obtenir quelques améliorations de notre sort. Ils nous ont habitués à considérer avec gratitude les quelques miettes qui tombent de la table des riches.

On voit des « chefs » de partis de gauche, des « chefs » syndicalistes réclamer, protester respectueusement sur les « inégalités sociales », sur « le SMIC en retard »... etc. Mais, il n'est jamais question de se battre pour imposer au pouvoir et aux exploiters ces revendications ! Quand d'aventure notre lutte a tenté de dépasser les limites que ces « chefs » nous imposent, eh ! bien ! nous leur avons laissé la direction de nos mouvements, et ils en ont fait ensuite un objet de marchandages pour obtenir quelques broutilles des patrons !

Aujourd'hui nous avons en face de nous une petite bourgeoisie antillougayanaise qui cherche une voie efficace pour chasser d'ici le colonialisme.

Mais elle ne le fera pas pour nous remettre ensuite la direction des affaires, le pouvoir ! Elle exercera, elle, le pouvoir

Suite page 4.

## GUADELOUPE

# QUAND LES REPRESENTANTS DE L'IMPERIALISME FRANCAIS DONNENT DES LEÇONS D'HUMANITARISME



Marie-Louise, victime de la répression coloniale. A son nom s'ajoute ceux Taret, Pincemaille, Nestor, Illmany, Nouvet. . . Ceux de 52 à Moule, 59 - 61 - 67 74 à Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Lamentin tous victimes des balles des troupes coloniales françaises.

Qu'il avait la mine déconfite le sous-préfet de Pointe à Pitre, après ce qu'il est convenu d'appeler « la nuit bleue des Caraïbes ». Sur la vingtaine d'attentats qui eurent lieu en Guyane Martinique et Guadeloupe et en France, il y en eut un qui visa la sous-préfecture.

M. Hugodot, tenta alors d'émouvoir les foules sur ce qui aurait pu arriver à ses enfants. Il crut avoir beau jeu de dénoncer les lâches qui menacent la vie des innocents en restant cachés...

D'une façon générale les responsables de l'administration coloniale et les politiciens de droite locaux, les Chevry, Maurice Bellony et cie ont tous protesté contre ces attentats. Les uns parlant de « lâches attentats », s'indignant sur ce qui va « déstabiliser la vie économique et sociale »...

Le préfet de Guadeloupe lui, a parlé « d'attaques » et a parlé aussi de ne pas dévoiler ses « propres batteries ». La guerre est donc ouverte contre les « terroristes » !

Mais tous ces représentants du pouvoir,

ceux qui administrent ici au nom du gouvernement de gauche, comme ceux qui furent les soutiens de l'ancien pouvoir de droite, sont bien mal placés pour donner à quiconque des leçons de démocratie et d'humanisme. Les prétendus socialistes au pouvoir encore moins que d'autres ! Ils sont les héritiers de la politique d'hommes comme le « socialiste » Guy Mollet qui furent les principaux artisans de la féroce répression militaire contre les peuples des colonies françaises dans les années d'après-guerre. L'action politique et la guerre coloniale en Algérie par exemple fit des centaines de milliers de morts. Là il y eut des dizaines de milliers d'« innocents » qui périrent pour reprendre les mots des politiciens.

Ici même, combien de victimes sont dues à la répression des CRS et gendarmes de l'impérialisme français depuis trente ans ?

Combien de victimes camouflées de la pauvreté et de la misère ? Combien de souffrance, de détresse qui ne sont pas mis au compte de ces politiciens et qui pourtant sont dues au système dont il sont les défenseurs et les représentants !!

Ce n'est certes pas à ces gens là de parler au nom des antillais et des Guyanais et de prétendre s'ériger en leurs protecteurs.

Ce peuple est assez grand pour dire lui-même le moment venu ce qu'il veut. Et contrairement à ce qu'affirment préfets, présidents des Conseils, généraux et autres, ce peuple a une opinion qui n'a rien à voir avec leurs affirmations. Cette opinion ne s'exprime pas en termes aussi simplistes que ces gens le prétendent. Quant au bien fondé des actions terroristes et à leur efficacité ou aux dangers qu'ils pourraient représenter pour notre peuple, ce n'est sûrement

Suite page 4.

## MARTINIQUE

# DANS LE TECHNIQUE, LE PARFUM DU SCANDALE COMMENCE A INCOMMODER

Avec la dénonciation à RCI de la directrice du LEP de Chateauboeuf pour utilisation « abusive » de fonds qui lui sont confiés, le scandale qui couvait dans l'enseignement technique a pris une autre tournure.

Un retour en arrière.

Depuis plusieurs mois, le syndicat SMPE CGTM et la CFTM éducation dénoncent les pratiques douteuses qui permettent à un fournisseur de matériel scolaire pour le technique, Mr Attal, de s'enrichir. Ce Mr avait pratiquement le monopole de la fourniture de matériel. Le matériel était facturé à de prix énormes et les établissements

payaient sans sourciller.

On devine où allait l'argent quand on sait que Attal était lié personnellement à certains chefs d'établissements. Pour que les malversations puissent se dérouler, Attal devait nécessairement avoir des complicités dans l'éducation nationale. Et c'est quand les syndicats enseignants ont dénoncé cela qu'il y a eu une enquête diligentée par le ministère. Jusqu'à maintenant, on attend les résultats mais la situation est jugée suffisamment grave par certains, pour que les demandes de mutations en France se multiplient. Le bateau étant en train de couler, les

rats cherchent à le quitter.

Et c'est lorsque le syndicat a dénoncé cela que le public a pu en apprendre de belles : des oscilloscopes, appareils perfectionnés qui sont mis hors d'usage dès les premières manipulations. Coût : plusieurs dizaines de millions. Une directrice qui se fait rembourser 5 voyages aller retour Chateauboeuf-St. Esprit, au prix de 5 voyages Fort de France-Cayenne, soit plus d'un million de centimes pour 200 kms. Ou encore des moteurs de voiture Renault et Peugeot qui disparaissent carrément des ateliers.

# L'EMANCIPATION DES PAUVRES NE PEUT SE FAIRE SANS LEUR PROPRE

## ACTION REVOLUTIONNAIRE.

A voir les mines des ministres, sous préfets et autres, à entendre leurs déclarations, il est évident que les attentats qui ont frappé plusieurs points du territoire colonial français les ont touchés.

D'autant que ces attentats eurent lieu avec, semble-t-il, les explosifs dérobés sans grande difficultés, il y a quelque temps dans un dépôt central d'explosifs que l'administration avait elle-même fait créer !

Alors que le pouvoir, se fondant sur des résultats d'élections, ne cesse de répéter qu'il n'y a pas de problème politique dans les DOM-TOM, successivement, dans les TOM (Nouvelle Calédonie) et DOM (Martinique, Guadeloupe, Guyane) attentats et manifestations viennent démontrer bruyamment que l'impérialisme n'a pas réussi à convaincre les anti-colonialistes de cesser toute action ! Car le nouveau gouvernement n'a rien réglé du problème colonial. Certes, il s'agit d'attentats menés à bien sans liaison avec les populations. Celles-ci pour l'instant ne montrent pas de signes d'engagement dans cette voie armée contre le pouvoir colonial sauf peut-être en Nouvelle Calédonie !). Mais d'un autre côté la réaction d'une grande partie de la population est loin d'être défavorable à ces actions terroristes.

Auprès de la jeunesse, on décèle même une certaine nuance d'admiration devant la façon dont ces actions ont été menées (coordination sur quatre points très éloignés). Cela se comprend, parce que cela veut dire une certaine détermination, des risques acceptés et une certaine minutie dans la préparation qui prouvent que ceux qui ont préparé ces attentats sont des gens résolus et prêts à mener une action de longue haleine s'il le faut.

Le pouvoir colonial n'avait donc pas bonne figure le lendemain de ces actions et dans bien des communes on entend des gens qui se moquent de leur surprise et de leur air dépité.

Maintenant, il s'agit de considérer ces

attentats en fonction des intérêts de la lutte de nos peuples en Guyane, Martinique, et Guadeloupe.

Faire preuve de détermination, y compris au point de faire parler la poudre, aucun révolutionnaire digne de ce nom ne peut ni s'en plaindre, ni le déplorer. Un jour ou l'autre on est bien obligé de passer de "l'arme de la critique, à la critique par les armes". Mais cela suppose aussi que cette action armée, soit liée profondément avec la possibilité pour la population d'y participer et de la contrôler.

La nouvelle organisation qui se nomme "Alliance révolutionnaire caraïbe" tout comme d'autres organisations de ce type ne semblent pas se préoccuper de cet aspect du problème.

Pourtant nous croyons que si un groupe armé anti-colonialiste prenait naissance et se développait en dehors du contrôle de la population, cela voudrait dire au cas où elle obligerait le pouvoir colonial à reculer qu'elle établirait un pouvoir qui serait lui aussi sans aucun contrôle de la population et étranger à elle. Oh ! certes moins étranger que le pouvoir colonial, bien sûr ! Mais "étranger" tout de même et ce pouvoir ne pourrait que décider "au nom" des masses mais contre elles le plus souvent. En tout cas il aurait la possibilité de diriger sans tenir compte des intérêts de ces masses laborieuses.

Une action qui répond à la violence coloniale, une préparation morale et physique à la lutte contre le colonialisme, mais aussi contre toute forme d'exploitation à l'avenir, sont indispensables dès aujourd'hui. Il faut se poser le problème de lier une telle action à la participation des masses. Cela signifie bien sûr qu'il s'agit de ne pas limiter la lutte aux seuls terrains autorisés par le colonialisme. Ce serait de la naïveté et de la trahison en fin de compte.

Dès lors qu'il existe un courant prêt à se battre dans la population, le rôle des révolutionnaires c'est de lui proposer cette possibilité. Et pour cela, d'en discuter au

sein de cette masse. Une telle discussion peut se mener à l'abri des oreilles ennemies, tout en étant démocratique ! C'est aussi une condition indispensable pour donner à la lutte toute son ampleur.

Toute organisation qui persiste à envisager la lutte armée contre le colonialisme que sous la forme d'une action armée qui serait uniquement l'affaire de militants spécialisés et entraînés sans lien avec le contrôle et la participation de la population, ne peut qu'aboutir à un pouvoir qui ne sera pas celui des pauvres et de toute la population laborieuse mais celui d'une minorité.

Est-il oiseux, inutile ou prématuré de discuter ces questions ? Nous ne le croyons pas. C'est de l'orientation de départ que dépendent la suite des événements et le type d'état qui sera construit par la suite.

Nous analysons ces questions, car nous nous sentons profondément impliqués par ce qui peut être fait au nom de la lutte pour la libération de notre peuple de la domination impérialiste. Mais dans cette lutte nous défendons une position particulière qui préserve la possibilité pour les travailleurs de jouer le moment venu leur rôle de direction politique révolutionnaire de la lutte.

Un certain nombre de militants et d'organisations anti-colonialistes ou d'anti colonialistes inorganisés considèrent la passivité des grandes organisations syndicales et politiques qui représentent officiellement "les travailleurs et en tirent la conclusion fautive que rien n'est possible en partant des travailleurs.

Ce n'est pas parce que de telles organisations réformistes dans leur esprit et modérées dans leur action (et même en parole) sont pleutres au point de ne considérer la lutte des travailleurs que comme l'organisation permanente de palabres avec les capitalistes et le pouvoir, qu'il faut tirer un trait sur le rôle des travailleurs dans la lutte politique contre le pouvoir colonial.

Il ne faudrait pas oublier non plus que cette classe des travailleurs, c'est elle qui

a en main tous les leviers de l'économie - quels qu'en soient la taille, le fonctionnement, l'état de développement. Donc que cette classe peut paralyser cette économie, l'utiliser à son profit ou agir de toute autre façon qui affaiblisse considérablement le pouvoir et les capitalistes, et l'abatte finalement.

Et quant à son engagement dans la lutte, c'est d'abord en se débarrassant des réformistes qui freinent son développement et son éducation révolutionnaire qu'elle fera les premiers pas.

Evidemment les militants de l'ARC ne se posent peut-être pas ces problèmes ou les posent à leur façon. Eux n'envisagent la participation des travailleurs qu'en tant que force d'appoint à la lutte.

Alors que nous pensons que pour arriver à "une société nouvelle débarrassée de l'exploitation et du mépris de l'homme" (déclaration de l'A.R.C.) il est indispensable que les travailleurs se hissent au niveau politique qui leur permettra de diriger la lutte.

Face à un pouvoir de gauche qui déçoit de plus en plus ceux qui l'ont soutenu ici, et qui provoque le mécontentement de certaines couches sociales (notamment les commerçants, artisans etc...), face à une situation économique française qui se détériore de jour en jour, le moment n'est pas loin où ce pouvoir, attaqué de toute part, s'en prendra violemment aux couches les plus pauvres. Et ceux-ci chercheront à se défendre contre les difficultés économiques créées par ce pouvoir !

Alors les travailleurs devront savoir lutter et s'organiser y compris pour risquer au niveau où on les attaquera. Cela se prépare aujourd'hui certes, mais pas en laissant les masses concernées en dehors de cette préparation. Pour notre part c'est cette voie là que nous avons choisie. Car c'est la lutte de la classe des travailleurs qui seule peut aboutir à l'abolition complète de toute forme d'oppression et d'exploitation.

## PROCLAMATION SOLENNELLE DE L'ALLIANCE REVOLUTIONNAIRE CARAIBE (A. R. C.)

Tous les colonisés qui ont jeté un regard critique sur la condition de leur peuple et sur eux mêmes ont aussi par ce fait même mesuré le sérieux de la menace d'anéantissement qui pèse sur eux. Les peuples de Guyane, Martinique, Guadeloupe ont été successivement réduits en esclaves, puis colonisés, assimilés, aujourd'hui la puissance coloniale les veut intégrer (...).

Nos pays sont utilisés par l'état français et ses alliés européens comme plateforme ou point de départ d'agression, de conquêtes militaires, politique, diplomatique et commerciale à l'encontre des autres pays de la Caraïbe et particulièrement les petites antilles. (...)

L'économie de la Guadeloupe de la Guyane et de la Martinique se dégrade au fil des ans : C'est la recession, le marasme, le chômage.

La vie économique est artificiellement créée par les traitements des fonctionnaires et les transferts publics. Les initiatives locales qui tentent d'innover et d'investir dans les secteurs primaires et secondaires se heurtent à la main toute puissante de l'import-export.

L'agriculture, la pêche, l'artisanat, tout cela s'étiole, tout cela agonise, aucune branche d'activité n'étant en progression.

Ni la Martinique, ni la Guadeloupe, ni la Guyane ne peut accepter de se nier elle-même. Notre seul salut, de notre seule chance de survie réside dans notre foi de nous mêmes, dans notre puissance de créativité, dans notre force de travail. Rien de cela ne peut exister dans la dépendance. C'est pourquoi le jeu truqué des élections qui élude la question fondamentale qui est la question de la souveraineté nationale, ne peut être pris en considération.

Quelle voie reste-t-il aux derniers colonisés que nous sommes lorsque l'on nie notre droit à l'existence, lorsque l'on pille nos richesses, lorsque l'on détruit notre patrimoine culturel, lorsque l'on nous dépouille de notre histoire, de nos valeurs, de notre personne.

La présence de la France en Guyane, Guade-

loupe et Martinique s'est faite par la force, le massacre et la déportation ; elle se maintient par la force et doit en être chassée par la force. Si le colon a partiellement réussi son entreprise d'assimilation, il n'a pu abattre des pans entiers de résistance qui aujourd'hui prennent l'offensive. (...)

C'est pourquoi nous patriotes guyanais, martiniquais et Guadeloupéen avons décidé de résister à l'envahisseur.

L'alliance révolutionnaire caraïbe (ARC) est notre organisation : elle est le témoignage de l'unité réalisée entre tous les colonisés résidant aussi bien dans leur patrie respective que sur le territoire français.

De la Guadeloupe et de la Guyane, et invite tous les patriotes à cette noble tâche qu'est l'édification de nos patries respectives.

L'ARC exige de tous, discipline, courage, abnégation : la répression s'abattra demain aveuglément sur des personnes qui aujourd'hui ne se sentent pas concernées.

Cela sera la preuve, s'il en fallait encore que personne, absolument personne dès lors ne peut se considérer en dehors de la lutte (...)

Par là nous rejoignons dans la lutte tous nos frères opprimés du monde entier, ceux de la Palestine occupée contre les Israéliens, ceux d'Afrique du Sud contre un gouvernement raciste et ceux de tant d'autres encore dont le pays est baillonné à l'instar de peuples d'Amérique latine. (...)

Nous aspirons et nous nous battons pour une société nouvelle débarrassée de l'exploitation et du mépris de l'homme, où ce dernier pourra s'épanouir librement au sein d'une nation souveraine.

Aucun peuple si petit soit-il n'est jamais mûr pour la servitude, c'est pour cela que nous reprenons le cri de nos pères nègres marrons : vivre sans liberté n'est pas vivre !

L'INDÉPENDANCE OU LA MORT  
A. R. C.

## LES ATTENTATS ET ACTIONS VIOLENTES AUX ANTILLES-GUYANE DEPUIS TROIS ANS.

On peut dater le début des attentats et des actions violentes contre le pouvoir colonial du 6 mars 80 date à laquelle une balle était tirée contre Raymond Viviers, conseiller général de droite. Peu après, une série d'attentats étaient revendiqués par le GLA (groupe de libération armé) dont le premier à Pointe-à-Pitre.

Du 6 mars 1980 donc à novembre 1981, une série d'attentats et d'actions violentes ont été revendiqués par le GLA, ou le comité contre le génocide par substitution, en Guadeloupe. Le GLA, on se souvient, avait revendiqué l'attentat à la bombe contre la gendarmerie de Ste-Anne, contre les bateaux de la gendarmerie et de Philippe Audebert à la marina, contre le boeing d'Air-France, la BFC de Pointe-à-Pitre et autres bâtiments officiels. Il revendiquait aussi les attentats contre l'ex-directeur des Nouvelles galeries, Jouhandon, le président du syndicat des patrons.

Quant au Comité contre le génocide des noirs par substitution il revendiquait l'action du groupe d'hommes en cagoule contre plusieurs magasins appartenant à des blancs dans le centre de Pointe-à-Pitre en plein jour. D'autres actions commises dans les quartiers habités par des blancs furent aussi signalées par la presse : envoi de pierres contre les vitrines de magasins de blancs, voitures endommagées dans certains quartiers du Gosier.

En janvier 1982, des attentats sont commis à Fort-de-France et en Guyane. A Fort-de-France, c'est à l'intérieur du palais

de justice qu'explose une bombe incendiaire le 2 janvier 1982. Et en Guyane, le GAOLE une nouvelle organisation revendique plusieurs attentats et actions violentes contre des symboles de la présence coloniale.

En Guadeloupe ça continue : en mars 82, un groupe en cagoule brise les vitrines de deux magasins appartenant à des blancs à l'aéroport du Raizet : le comité contre le génocide des noirs par substitution revendique l'action. En avril une bombe explose au garage Peugeot, société SOGUADA. Fin janvier ou début août 82, une bombe explose dans le poste de la CRS de l'aéroport du Raizet, l'action est revendiquée encore par le comité contre le génocide des noirs. Et dans la nuit du 26 au 27 août une série de bombes explosent à nouveau à Pointe-à-Pitre et dans les environs. C'est à la suite de ces attentats que Max Safrano et Virginie Tom seront arrêtés.

Les dernières actions violentes avant la série d'attentats revendiqués par l'ARC datent de deux mois environ : deux voitures avaient explosé à quelques jours d'intervalle : l'une au Raizet, l'autre à Dugazon elles appartenaient à l'armée de l'air et à la CRS.

Nous n'avons pas cité dans le détail tous les attentats qui ont été commis mais comme on le voit, depuis trois ans, ils n'ont jamais cessé. Quoiqu'on en pense, ils signifient que tant en Guadeloupe qu'en Martinique ou en Guyane une fraction de gens est décidée à se battre résolument contre le système colonial y compris en utilisant régulièrement la violence contre lui

Voir en Page 4 notre article sur les réactions dans la population après les attentats.

# GUADELOUPE : RACISME A BEAUPORT !

UNE DERNIERE MANIFESTATION RACISTE DE TREVILLI : IL DOIT S'EN ALLER !!!

Mercredi 25 mai, dans la matinée, le chef de service technique de l'Usine Beauport, Trévilli, veut à tout prix que des travailleurs rentrent dans un générateur qui a une panne. Le générateur est rempli de cendres chaudes. En y entrant les travailleurs s'exposent à un double risque, un, se faire brûler, par la cendre chaude deux, se faire ensevelir.

C'est à ce moment qu'intervient un délégué du personnel qui s'oppose à l'ordre donné par Trévilli. Ce dernier lui fait remarquer que récemment un accident s'est produit à l'usine dans les mêmes conditions, et pour ces raisons il demande aux ouvriers concernés de ne pas exécuter l'ordre du chef de service.

Furieux de voir qu'un travailleur noir dans l'exercice de son mandat de délégué ose contrer un ordre que lui, chef de service blanc, a donné. Trévilli se met alors à invectiver notre camarade. Raciste notoire, bien connu des travailleurs de l'Usine de Marie Galante qui l'ont chassé après qu'il avait promis à un ouvrier de "lui mettre plusieurs coups de pied au derrière à la minute", Trévilli se laisse donc aller à ses propos racistes naturels : "tu n'es pas très noir, mon grand-père a dû passer par là", "je regrette une seule chose c'est qu'on ait aboli l'esclavage car je vois comment je prendrais un réel plaisir à fouetter des nègres". Ces propos dont le caractère raciste est exactement le même,

étaient tenus par les maîtres blancs à la plus belle période de l'esclavage.

Notre camarade leur a apporté les réponses que ce monsieur mérite et lui a fait remarquer entre autre chose que l'esclavage est révolu. Le ton est monté entre Trévilli et notre camarade. Maintenant sa position de ne pas voir ces camarades rentrer dans le générateur, notre camarade décide d'en informer par téléphone l'Inspection du Travail. Trévilli le suit donc jusqu'au bureau où se trouve le téléphone. La discussion se poursuit, et cette fois face au directeur, également blanc. Trévilli reprend ses mêmes propos. Notre camarade le remet comme il se doit à sa place. C'en est trop pour lui, Trévilli, convaincu qu'un "nègre" ne peut lui tenir tête. C'est alors que joignant le geste à la parole il frappe d'un violent coup de poing au visage notre camarade. Celui-ci ne se laisse point faire. Il répond du tac au tac au coup de poing. Les gestes de Trévilli, ses propos ne laissent aucun doute sur ce qu'il est profondément : un raciste notoire et invétéré. En tant que tel, nous, travailleurs de l'Usine Beauport nous n'en voulons pas. IL FAUT QU'IL S'EN AILLE.

La direction, paraît-il, n'entend pas s'en débarrasser. Mais qu'elle sache dès à présent que nous allons prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour que Trévilli parte.

Si pour Trévilli et tous ses com-

peres blancs qui nous dirigent, l'esclavage n'est pas fini, et il est vrai que s'il a été aboli en tant qu'institution officielle, il demeure encore dans les faits et gestes des nombreux blancs qui dirigent et administrent les entreprises et la Guadeloupe à preuve le comportement de Trévilli, nous leur ferons savoir que pour notre part, nous tenons à notre dignité de travailleurs et d'hommes, et n'entendons pas tolérer qu'aucun blanc, quel qu'il

soit, d'où qu'il vienne nous insulte en tant que noir. Non à la présence de Trévilli ! Plus vite nous en serons débarrassés, mieux nous nous porterons et travaillerons.

Mais il ne nous faut pas non plus oublier que si Trévilli ne se sentait pas protégé, il n'aurait ni tenu des propos racistes, ni pu avoir un tel comportement. Ce qui protège Trévilli c'est toute cette administration blanche et coloniale qui nous dirige en Guadeloupe. C'est ce racisme officiel que nous subissons depuis des siècles, et qui fait que la majorité de noirs et de gens de couleur que nous sommes, se trouvent dirigés par une poignée de blancs. Alors, oui au départ de Trévilli, mais le combat décisif que nous avons à mener, c'est celui de nous débarrasser définitivement de ce racisme officiel, de cette administration blanche et coloniale. Ainsi c'en sera définitivement fini des Trévilli et des racistes de son acabit.

# COMMUNIQUÉ DE LA MUNICIPALITÉ DE CAPESTERRE

APPEL A LA POPULATION

A TOUS LES HABITANTS VALIDES DE CAPESTERRE BELLE EAU!!!

J'ai le plaisir de vous faire savoir que les 4 et 11 juin prochain, de 6 à 11 heures, aura lieu l'opération collective :

NETTOYAGE DE CAPESTERRE BELLE EAU

Toutes les personnes valides devront participer à la collecte des ordures, des objets encombrants et des déchets de toutes sortes sur tout le territoire de la Commune.

Je prie ceux qui possèdent un camion ou une camionnette de mettre ces véhicules à la disposition de la Collectivité pendant le déroulement de cette opération pour collecter les détritiques et les transporter jusqu'aux décharges publiques et au lieu de transfert pour l'incinération.

J'ose croire que vous participerez avec enthousiasme à cette opération de propreté et d'hygiène pour notre fierté à tous.

Capesterre Belle Eau, le 24 mai 1983

Le Maire

G. LAURIETTE

## Echos des entreprises

## Echos des entreprises

### BATIMENT MARTINIQUE

#### QUILLERY BELLE FONTAINE E-CHEC AUX LICENCIEMENT.

A l'issue d'un contrat de 18 mois, le patron voulait licencier 3 ferraillers alors qu'il restait toujours des travaux, et en plus sans indemnité de licenciement. Selon le patron, c'est un contrat de 18 mois que les ouvriers avaient, le contrat étant terminé les ouvriers n'avaient qu'à déguerpir !

Mais les ouvriers du bâtiment n'ont pas accepté cela et après avoir consulté le délégué, ils se sont mis en grève pendant une demie journée, l'après midi du mercredi 25 mai. Et tout de suite le patron a reculé et a réembauché les trois ouvriers.

### SIG. GUADELOUPE

#### IL Y A T-IL EU UN SCANDALE SIG ETOUFFE ?

Après l'affaire de la SODEG, beaucoup de gens se sont posés la question de savoir si les dirigeants de la SIG étaient mêlés à ce scandale.

Il semble que des experts soient venus plusieurs fois épulcher les comptes de la société.

Il est vrai que la SIG en ayant construit la plupart des immeubles de la périphérie de Pointe-à-Pitre a eu partie liée avec la SODEG pendant de nombreuses années. . .

Officiellement rien n'a transpiré, mais la mort soi-disant naturelle de l'ex-directeur Tavernier a paru suspecte à beaucoup. . . se sentant cerné, il se serait peut être donné la mort. . . Bon nombre le pensent.

Aujourd'hui, le renvoi, la suspension de contrat, de deux responsables de la comptabilité font rebondir l'affaire. . . les mauvaises langues disent qu'ils seraient impliqués jusqu'au cou dans une histoire de détournement de fonds.

Jusqu'à présent une conspiration du silence semble se faire autour de toute cette affaire. La justice coloniale ferme les yeux. Il est vrai qu'entre gens du «beau» monde on se comprend

### GUADELOUPE.

#### BANANE - CAPESTERRE -

#### BUTTEL : CELA S'APPELLE DU VOL

Depuis quelques temps, sur la plantation Buttel, la direction a renoué purement et simplement avec les bonnes vieilles méthodes des débuts du capitalisme. Nos fiches de paye sont simplement trafiquées. Et ainsi, chaque quinzaine Buttel prend ou 10,00 F ou 20,00 F ou plus sur nombre d'entre nous et en particulier les femmes.

C'est ainsi que dernièrement plusieurs camarades ont eu l'idée de vérifier leurs fiches de paye et de les comparer avec des fiches de novembre par exemple.

A leur grande surprise, pour un même nombre d'heures de travail, les salaires du mois d'avril sont inférieurs à ceux de novembre. Quand on sait que le SMIC a augmenté deux fois depuis novembre, il apparaît clairement que l'on nous. . . vole.

Désormais il nous faudra vérifier attentivement nos fiches de paye. Et surtout vérifier les anciennes et aller réclamer notre argent à ces voleurs.

#### DORMOY : «PATRON, OUVRIERS MEME COMBAT» ?

C'est la question que se posent certains camarades. En effet, lors de la manifestation des planteurs de bananes à Basse-Terre pour réclamer des solutions aux problèmes de la sécheresse, certains patrons ont demandé à des camarades travailleurs à venir manifester avec eux.

C'est le cas de Dormoy à Bois Debout. Des travailleurs ont donc participé avec lui à la manifestation.

Nous avons pris note. A la prochaine manifestation qui sera organisée par nos organisations syndicales, il faudra inviter nos patrons à venir. Comme cela ils auront la joie de crier avec nous «Augmenter nos salaires» «Non à l'augmentation des tâches». Non aux produits toxiques».

### E.D.F. GUADELOUPE.

L'EDF a un déficit de 80 milliards suivant la direction nationale. Les créations de postes et l'embauche de personnel supplémentaire seront limités. Par contre la direction de l'EDF n'a pas encore prévu de limiter les frais importants que lui coûtent les cadres qui à eux seuls reviennent à plusieurs milliards.

#### E.D.F. GUADELOUPE : UN EXEMPLE DE RACISME OFFICIEL.

Les cadres blancs de l'EDF se sont plaints d'être mal logés dans les appartements de l'immeuble d'Air France à Pointe-à-Pitre. Ils n'arrivaient pas selon eux à supporter les bruits de la ville. La direction de l'EDF, pour les satisfaire, leur a donné des villas au bord de la mer.

S'ils sont si exigeants ces cadres, c'est parce qu'ils bénéficient de nombreux privilèges.

Non seulement ils perçoivent des salaires de plus de 15.000 francs pour chacun, mais ils sont logés gratuitement dans des appartements meublés et luxueux, et ont des voitures particulières à leur disposition. Leur séjour en Guadeloupe leur donne droit à des primes qui s'élèvent pour chacun à un an de salaire ce qui fait plusieurs millions.

La direction de l'EDF n'hésite pas à satisfaire le désir de quelques cadres de vivre au bord de la mer, alors que lorsqu'il s'agit des revendications du personnel elle n'est pas aussi généreuse.

Encore un exemple de la discrimination raciale qui existe en Guadeloupe.

### GUADELOUPE.

#### EMPLOYÉS DE COMMERCE.

#### SUCCES DE LA GREVE A LA SIAPOC.

A la SIAPOC, la plupart des employés avaient choisi lors des élections des délégués du personnel, de voter pour la liste unique présentée par les travailleurs, celle du MASU.

Mais le patron ne l'entendait pas de cette oreille, et il a cherché à manœuvrer pour que la liste ne soit pas élue au premier tour. Il voulait qu'il y ait un second tour, pour pouvoir présenter ses propres candidats sans qu'il soit nécessaire de constituer une liste.

Dans ce but, il a fait voter des gens comme le sous-directeur du magasin. Le sous directeur s'est fait passer pour «vendeur», pour pouvoir voter. Mais un vendeur qui touche 8.000 Frs par mois, sans compter les à côtés, alors que les deux vrais vendeurs du magasin sont payés au SMIC !

Les employés ont protesté. Le vote devait se refaire le 16 mai. Mais le 10 mai, les employés ont pu se rendre compte que le patron avait fait un bon de sortie à son nom de 1.000 Frs. Peut être comptait-il acheter le vote d'employés qui ne travaillent que depuis peu dans l'entreprise ?

Le jour du vote, les employés, qui avaient demandé au patron une audience pour l'après midi se sont mis en grève en bloquant l'entrée du magasin.

Après négociation avec l'inspecteur du travail, un accord a été conclu pour qu'il y ait dans l'entreprise un collège cadre et un collège employés et ainsi les employés pourront s'exprimer sans la magouille des cadres.

Mais les employés avaient également posé d'autres revendications : la grille des salaires, la semaine de 39 heures, de meilleures conditions de sécurité et d'hygiène.

Ces questions n'ont pas encore été réglées. Les travailleurs de la SIAPOC attendent de pied ferme la nouvelle réunion qui doit avoir lieu à la fin de ce mois.

# POLITIQUE AMERICAINE EN AMERIQUE CENTRALE

## ET DANS LA CARAÏBE : UN TON GRINÇANT ET

### MENAÇANT DE L'IMPERIALISME.



Ronald Reagan a-t-il décidé d'en finir avec les mouvements d'opposition aux dictatures d'Amérique latine, soutenues par l'impérialisme américain ? On n'en est peut être pas encore là. Mais une chose est sûre, c'est que les menaces des USA dans les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe deviennent de plus en plus importantes.

La semaine dernière Reagan avait d'ailleurs déclaré devant des journalistes qu'il refusait d'écarter totalement l'éventualité d'un envoi de troupes américaines en Amérique Centrale.

En attendant, il vient de changer son secrétaire d'état adjoint aux affaires inter-américaines Thomas Enders pour le remplacer par Langhorne Motley, auparavant ambassadeur des USA au Brésil, et qui passe pour être un «faucou» qui ne s'embarasserait pas de considérations pour appliquer une politique dure, voire même interventioniste.

Le gouvernement des USA a par ailleurs annoncé l'ouverture d'une nouvelle base d'entraînement de soldats salvadoriens au Honduras, sur la côte Caraïbe. Là, ce sont officiellement 5 bataillons de 1.000 hommes qui seront formés et entraînés aux techniques les plus sophistiquées de la guerre et de la guérilla, dont un bataillon spé-

cialisé dans des interventions rapides. De plus l'armée américaine poursuit la formation de plusieurs centaines d'officiers de l'armée salvadorienne en Géorgie.

Toutes ces décisions ont été annoncées quelques heures seulement après l'assassinat jeudi dernier d'un premier conseiller technique militaire américain au Salvador.

Reagan décide de soutenir, plus résolument encore, par tous les moyens, le gouvernement du Salvador au détriment de toute ouverture de discussions avec les éléments de l'opposition. Il soutient aussi tous les gouvernements forts et les dictatures de la région qui pourraient être mis en difficulté par le développement d'une opposition au sein de la population.

En cette période de crise du système capitaliste, les «faucous et les «vautours» font tout pour garder leur proie. Et précisément les USA considèrent toute cette région de l'Amérique latine et centrale comme leur chasse gardée et ne veulent absolument pas permettre que certains pays prennent un peu le large et créent ainsi une brèche dans leur empire.

# COMMUNIQUE

## DE PRESSE.

A l'appel de leur Syndicat C.G.T.G. les employés communaux du Gosier (cantine - éboueurs) poursuivent l'action de grève pour exiger du Docteur Hélène, Maire de la Commune, le respect de l'accord signé le 26 avril dernier.

Cet accord portait sur :

- l'attribution de blouses au personnel de cantine.
- l'attribution de lait aux éboueurs
- visite médicale obligatoire
- rappel de salaire pour les employés payés au dessous du SMIC
- et la mensualisation.

Pointe-à-Pitre, le 30 mai 1983

Section Syndicale CGTG  
Communaux du Gosier

## SUITE DE

## L'EDITORIAL

et elle le fera en fonction d'objectifs qu'elle sera seule à définir. Y compris à l'encontre de nos intérêts à nous travailleurs !

Bien sûr, quelques bombes ne suffiront pas pour chasser le colonialisme. Peut-être même l'organisation qui se réclame de ces attentats ne trouvera-t-elle aucun écho dans la population, en particulier dans la jeunesse. Mais le contraire n'est pas non plus impossible ! Certains ont répété cela depuis deux ans et n'ont cessé d'enterrer le terrorisme. Aujourd'hui il est bien évident que le problème est plus compliqué. La petite bourgeoisie pourrait regrouper à la fois les mécontents de l'action gouvernementale et des nationalistes ou proches du nationalisme dont beaucoup s'affirment partisans des actions comme celle de l'ARC.

Nous, travailleurs, sommes aujourd'hui englués dans la passivité, l'inconsistance et l'incohérence des directions ouvrières officielles.

Il est encore temps de prendre conscience que si nous n'agissons pas de notre propre mouvement et avec notre propre conscience, d'autres agiront et parleront à notre place et ce ne sera pas forcément pour notre bien, en tout cas ils ne nous laisseront pas la parole.

Alors il faut laisser la crainte et la condamnation péremptoire des «terroris-

tes» — (quel que soit par ailleurs le jugement que nous avons à porter sur leur forme d'action et leur conception de l'avenir) aux autorités coloniales et à ceux qui nous exploitent. Notre problème à nous, c'est d'être prêts le moment venu à agir pour notre compte et celui de l'ensemble de la population laborieuse.

## LES RÉACTIONS EN GUADELOUPE

### APRES LES ATTENTATS DE L'ARC.

Après les attentats on a pu enregistrer différents types de réactions. Dans l'ensemble il n'y a pas eu de réactions très hostiles. Les commentaires sont allés bon train sur différents aspects. La plupart des gens en discutent «de l'extérieur» - si on peut dire. Il s'agit pour eux d'un événement qui ne les implique pas personnellement.

Parmi les plus jeunes on rencontre des réactions d'admiration sur le fait que ces attentats aient eu lieu dans trois DOM et en France en même temps.

Parmi les gens qui regardaient les dégâts notamment devant la perception de Capesterre on a entendu des réflexions amusées du genre : «il faudrait mettre une bombe qui détruit toute la perception». D'autres pensent qu'il faudrait en mettre dans les bureaux centraux des impôts pour, disent-ils «détruire tous les papiers» et comme cela «on ne paierait plus d'impôts». Là il s'agit de gens qui sont en général opposés au gouvernement

de gauche.

Il y a aussi des discussions sur les risques encourus par ceux qui passeraient à proximité des bombes. Quelqu'un fait remarquer que à deux heures ou trois heures du matin on devrait être dans son lit ! Un autre signale que le percepteur est rentré chez lui quelques minutes avant l'explosion : il aurait pu sauter ! Oui, dit quelqu'un «tout le monde doit bien mourir un jour». Peu d'inquiétude ou d'indignation donc. . .

Commentaires sur la prestation télévisée de Hugodot le sous-préfet de Pointe-à-Pitre. On plaisante sur les craintes qu'il prétend avoir eu pour sa marmaille.

Dans l'ensemble, on est au même point qu'il y deux ans : des «pour» et des «contre» tièdes, peu de gens farouchement pour ou farouchement contre. Des jeunes qui affirment que c'est cela «qu'il faut faire» et pas tellement qu'ils sont prêts, eux, à le faire.

## GUADELOUPE :

### 6 ÉLECTIONS

### MUNICIPALES

### ANNULÉES PAR

### LE TRIBUNAL

### ADMINISTRATIF

Le tribunal administratif a prononcé l'annulation des élections municipales pour 6 communes : Sainte Rose, Baie Mahault Deshaies, Morne à l'Eau Moule et Saint Martin. Les candidats qui ont contesté ces élections se sont appuyés sur des irrégularités diverses qui ont largement été pratiquées dans le passé et qui subsistent encore : disparité de procès verbaux, comme cela s'est passé à Sainte Rose, vote sans carte d'identité, liste électorale non conforme, et comme à Morne à l'Eau, proclamation de la liste avec des résultats partiels.

Sur 34 communes de la Guadeloupe, 6 annulations représentent un chiffre non négligeable. Cela signifie que la fraude électorale est encore importante en Guadeloupe.

Et dire que les représentants du pouvoir (préfets, ministres, secrétaires, d'état...) et des élus locaux ne se gênent pas pour proclamer les vertus de la démocratie. Ces jours ci on les a entendus à propos des attentats, s'en prendre à ceux qui pratiquent la violence alors disent-ils qu'il existe d'autres moyens tel le bulletin de vote pour s'exprimer.

Eh bien précisément parlons en du bulletin de vote et de la démocratie.

Quoi d'étonnant si certains refusent ces votes truqués d'avance et ce suffrage universel constamment mafoué, que défendent contre vents et marées les tenants de l'ordre colonial, procureur, sous-préfets et autres présidents de conseils généraux.

## QUAND LES REPRÉSENTANTS DE

## L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

## DONNENT

## DES LEÇONS D'HUMANISME. Suite de la page 1

pas une affaire que nous discuterons avec les représentants d'un pouvoir qui dispose de bandes d'hommes armés qu'il lance périodiquement contre notre peuple lorsque celui-ci se bat, manifeste ou proteste.

Les hommes de la gauche au pouvoir ont à leur tête un président qui fut autrefois garde des sceaux et qui n'hésita pas à

faire condamner à mort un communiste français pour avoir fait cause commune avec les peuple algérien.

Alors, ces messieurs, quand il est question d'humanité et de menaces sur la vie des innocents feraient mieux de se taire. Ils n'ont certainement pas les mains sans tâches.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :  
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :  
EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR  
B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728